



Pas de « regime change » à Téhéran

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 04 janvier 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Économie](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Donald Trump a beau assurer que “l’Iran échoue à tous les niveaux”, que “le grand peuple iranien est réprimé depuis des années”, qu’il a “faim de nourriture et de liberté”, qu’il est “temps que ça change” et qu’il “soutiendra le peuple iranien le moment venu”, c’est peine perdue. Ces proclamations grandiloquentes n’auront aucun effet sur le cours des choses. Déchaîné contre Téhéran, Washington veut saisir le conseil de sécurité. Mais la Chine et la Russie s’opposeront à toute forme d’ingérence. Il n’y aura ni mandat onusien torpillant un Etat souverain au nom des “droits de l’homme”, ni “zone d’interdiction aérienne”, ni “droit de protéger”. Que les bellicistes se fassent une raison : l’Iran ne connaîtra pas le sort de la Libye, détruite par l’OTAN en 2011.

Le châtiment venu du ciel étant décidément impraticable, Washington a joué la carte de la déstabilisation interne. Pour y parvenir, ses stratèges ont déployé toute la gamme des moyens disponibles : avalanche de propagande antigouvernementale financée par la CIA (notamment par les stations de radio émettant en persan vers l’Iran), agents de tous poils infiltrés dans les manifestations populaires, appui donné à toutes les oppositions sur place ou en exil. Incapable de procéder au “regime change” par le haut, la Maison-Blanche a tenté de l’obtenir par le bas. Prémuni contre le “hard power” US par sa propre force militaire (et par ses alliances) le “régime des mollahs” a été directement ciblé par le “soft power” made in USA. La Maison-Blanche a fait tourner les rotatives de la désinformation, mais le résultat n’était pas garanti sur facture. C’est le moins qu’on puisse dire.

Pour abattre un régime qui leur déplaît, les “neocons” de Washington ont classiquement besoin de différents types de munitions. L’expérience montre qu’il leur faut détenir au moins deux des trois atouts suivants : une forte opposition interne chez l’adversaire, une soldatesque de supplétifs, une capacité d’intervention directe. En Iran, ils ne disposaient clairement d’aucun de ces trois atouts. L’opposition interne existe, mais c’est moins une opposition au régime qu’une opposition au gouvernement. Le système politique lui donne libre cours à travers le processus électoral. La dialectique entre “conservateurs” et “réformateurs” structure le débat, favorisant l’expression des contradictions internes sans mettre en péril le régime issu de la révolution de 1979.

C’est pourquoi les masses n’ont pas investi la rue, et la grogne qui s’y exprime pour des raisons économiques ne génère pas, sauf exception, une contestation du régime politique. Il est significatif que la propagande occidentale se livre, une fois de plus, à de grossières manipulations. On a même vu le directeur général de “Human rights Watch”, Kenneth Roth, utiliser une photo des manifestations pro-gouvernementales pour illustrer le “soulèvement

populaire” contre le régime. En croyant voir dans des rassemblements de mécontents le prélude à un changement de régime, Washington a pris deux fois ses désirs pour des réalités : la première, en confondant mécontentement et subversion dans les manifestations antigouvernementales ; la seconde, en refusant de voir que les manifestations pro-gouvernementales étaient au moins aussi importantes.

Cet espoir d’un “regime change” à Téhéran est d’autant plus illusoire que Washington ne détient pas davantage le deuxième atout : des hordes de mercenaires pour faire le sale boulot. Les frontières étant surveillées de près par l’armée iranienne, la réédition d’un scénario à la syrienne est impossible. En Syrie, les miliciens wahhabites furent importés en masse avec la complicité de l’OTAN, et il a fallu six ans au peuple syrien pour s’en débarrasser sérieusement. En Iran, aucun indice ne permet de penser qu’une telle invasion ait seulement eu lieu. Quelques individus ont dû passer à travers les mailles du filet, mais leur capacité de nuisance est limitée. Depuis la déroute de Daech, l’internationale takfiriste est aux abois. Le dernier carré d’Al-Qaida finira coincé dans la poche d’Idlib. L’armée syrienne avance, elle reconquiert le territoire national, et le “regime change” à Damas n’est plus à l’ordre du jour.

Pour détruire le “régime des mollahs”, Washington ne peut compter ni sur l’opposition interne, ni sur le mercenariat externe, ni sur une intervention militaire directe. L’opposition interne ne partage pas ses objectifs, le mercenariat étranger est une ressource en voie de disparition, et l’intervention militaire vouée à l’échec. Le “regime change” a réussi en Libye grâce au bombardement aérien. Il a échoué en Syrie malgré des hordes de mercenaires. Mais il n’a aucune chance de réussir en Iran. Le peuple iranien subit surtout les sanctions infligées par un Etat étranger qui lui donne des leçons de “droits de l’homme”.

Que certaines couches sociales aspirent au changement est naturel, et tout dépendra de la réponse du pouvoir à leurs revendications. Le président Rohani a condamné les violences. Mais il a aussi admis la légitimité du mécontentement social, des mesures impopulaires ont été annulées, et le peuple iranien n’a pas l’intention de s’étriper pour faire plaisir au locataire de la Maison-Blanche.

La situation est difficile pour les plus pauvres, mais l’Iran est tout sauf un pays au bord de la faillite. Malgré les sanctions imposées par Washington, le pays a connu un développement notable en 2016. Son économie affiche un taux de croissance de 6,5% et l’endettement public est particulièrement faible (35% du PIB). Mais le taux de chômage est élevé (12,5%) et il frappe surtout les jeunes. Le pays connaît une crise de croissance qui avive les tensions sociales, soulignant les privilèges de la bourgeoisie marchande accentués par les réformes libérales voulues par le gouvernement. L’Iran exporte son pétrole, mais il manque de capitaux extérieurs. A l’affût de la moindre faiblesse, Washington rêvait d’un mouvement de grande ampleur, capable de faire vaciller le pouvoir. Visiblement, c’est raté, et l’agression US a manqué son objectif. Elle ne cessera pas pour autant, car l’Iran est depuis longtemps dans la ligne de mire des fauteurs de guerre.

Obsession des “neocons”, la lutte contre Téhéran remonte aux origines de la République islamique (1979). Elle fut inaugurée par une attaque irakienne dont l’Occident fournit les armes et les pétromonarchies les moyens financiers (1980-1988). Elle s’est poursuivie avec les attentats du Mossad et de la CIA, infligeant aux Iraniens ce même “terrorisme” dont les accuse la propagande occidentale. Puis elle s’est amplifiée avec l’invention de la “menace nucléaire iranienne” au début des années 2000. Il est évident que Trump se soucie comme d’une guigne des droits de l’homme et que la question nucléaire est l’arrière-plan de la crise

actuelle. A Washington, l'union sacrée s'est miraculeusement reconstituée contre l'Iran. Ce pays n'a jamais agressé ses voisins, mais la possibilité qu'il puisse se doter d'un parapluie nucléaire entamant le monopole israélien dans la région est jugé intolérable. Le "regime change" a avorté, mais il est clair que Trump torpillera l'accord de 2015.

Bruno Guigue

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Bruno Guigue](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Bruno Guigue](#)

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca